

POLITIQUE

RDC

# Parfum de haute tension À KINSHASA

► Les trois leaders de l'opposition réunis pour appeler au respect de la Constitution

► Un peu plus de neuf mois ! C'est le temps qui sépare la République démocratique du Congo (RDC) d'un passage par les urnes historique. En effet, au mois de novembre prochain, les Congolais en âge de voter devraient passer par les isolements pour élire le nouveau président de la République et les députés.

Mais, jusqu'ici, le conditionnel est de mise. Et pour cause : à moins de 300 jours de ce rendez-vous, qui doit coïncider avec la première passation de pouvoirs démocratique dans l'histoire de ce pays, tout reste à faire.

Le pouvoir en place n'a pas entrepris le moindre effort, a multiplié les rendez-vous stériles et les excuses grossières pour ne pas préparer ce scrutin qui signifie aussi le départ à la retraite – au moins momentanée – pour le jeune président Joseph Kabila, qui atteindra en décembre prochain la limite des deux mandats consécutifs inscrite dans la Constitution.

**AU MOIS DE JANVIER 2015**, la famille présidentielle, dans cette perspective d'une fin de règne inéluctable, avait tenté de revoir la Constitution pour permettre une prolongation de son favori à la tête de l'État. L'annonce de cette tentative de passage en force dans les couloirs du Parlement avait entraîné une vague

de mécontentement qui avait culminé par trois jours de manifestations et de vives tensions dans la capitale, Kinshasa. Un mouvement de grogne spontané qui suivait la révolte populaire du Burkina Faso lors de laquelle le président Blaise Compaoré avait été contraint de céder le pouvoir. Kinshasa, qui avait suivi de près le feuilleton

burkinabé, a vite compris qu'il était préférable de retirer cette proposition de révision de la Constitution pour éviter tout bégaiement de l'histoire.

Adieu révision de la Constitution, mais il n'était pas dit que Joseph Kabila accepterait pour autant de respecter ce texte sans explorer toutes les pistes pour s'accrocher au pouvoir. Les Kinnois, toujours imaginatifs, ont rapidement trouvé un terme pour ce que tentait de faire la majorité : le "glissement". On ne parlait plus de révision de la Constitution ou de nouveau mandat pour le chef de l'État, juste d'une prolongation de mandat... pour cause d'incapacité technique à organiser ce scrutin.

Du coup, une autre piste fut lancée, toujours dans l'unique optique de gagner du temps. Il fallait organiser un dialogue. Un mot déjà à la mode sous le maréchal Mobutu quand il s'agissait de donner la parole au plus grand nombre (la palabre qui peut durer des semaines) pour trouver des solutions aux problèmes... créés par le pouvoir. Aujourd'hui, après le refus de participer de la plupart des opposants, plus personne ne croit en ce dialogue.

Reste une certitude, inscrite en lettres rouges dans la Constitution, le mandat de Joseph Kabila s'achève en décembre prochain. L'opposition, qui a toujours peiné à faire front, semble cette fois plus cimentée que jamais mais fait face à un vrai défi : comment pousser Kabila à organiser le scrutin, sachant que la communauté internationale n'est pas prête à le pousser vers la sortie ? La solution ne peut donc venir que des Congolais.

Hubert Leclercq